

Neuvième Année - N° (87) 2

Février 1934

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.
ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.

Etranger 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Gvazawa

SOMMAIRE

La situation internationale et le problème des nationalités en Union Soviétique. Conférence de **Dr Mir Yacoub**

Discours de M.M. : Prince Galitzine, prof. Svalikov, A. Choulguine, A. Alibekov, I. Tchoulik, Ch. Amirédjibi, M. Eremeev, C. Balinov et G. Gvazawa.

Racontars ... ou ballons d'essai ?	Jean Martin
L'ouvrage de M. R. Tisserand sur l'Ukraine	Tarné
Un film de presse soviétique	D. Bourg
La question géorgienne à la Commission politique de l'Union internationale la S. D. N.	**

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15^e).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La situation internationale et le problème des nationalités en Union Soviétique

CONFERENCE DU Dr MIR YACOUB

Le 27 janvier dernier, M. le Dr Mir Yacoub a fait une conférence à l'« Hôtel des Sociétés Savantes », à Paris, sur « La situation internationale dans ses rapports avec le problème national en U. R. S. S. ». Devant une salle comble, en présence des représentants les plus autorisés des nationalités qui luttent pour leur indépendance : Géorgiens, Ukrainiens, Azerbaïdjanais, Arméniens, Cosaques, Turkestanais etc. et aussi de Russes et de Français, le Dr Mir Yacoub fit un exposé très documenté et fort impressionnant de la situation. Le conférencier s'attacha surtout à donner une impression très nette de la situation internationale actuelle dans ses rapports avec le problème si angoissant des nationalités de l'Union soviétique et il est permis de dire que le sujet intéressa tout particulièrement l'auditoire à en juger par un silence attentif qui fut prêté à son exposé et aux marques d'approbation soulignées par des applaudissements que la salle témoigna à l'orateur.

A la fin de l'exposé, le président de l'assemblée, M. Choulguine, ministre d'Ukraine, ouvrit les débats auxquels prirent part les représentants de toutes les nationalités représentées à la conférence ainsi que le professeur russe M. Svaticov et le prince Galitzine.

Les débats furent très animés, parfois même passionnés, ce qui prouve l'intérêt que présente en ce moment le sujet traité ils se prolongèrent tard dans la nuit et durent être interrompus, faute de temps.

LA SITUATION INTERNATIONALE

« Toute la politique de la fin du 19^e siècle et du commencement du 20^e a évolué autour du problème des nationalités. La guerre mondiale, de son côté, a mis au premier plan cette même ques-

tion. Dans une série de déclarations faites par les puissances en état de guerre, des promesses furent données aux nations opprimées en vue de satisfaire leurs aspirations tendant à leur

libération et à leur indépendance. Ces promesses furent tout particulièrement mises en relief dans les 14 points de la déclaration du président Wilson qui devaient servir de base au traité de paix et à la charte de la Société des Nations. Dans ces 14 points, le Président des Etats-Unis proclamait le principe du droit des peuples à l'autodisposition, en tant que base indispensable pour la nouvelle structure du monde civilisé.

Le traité de Versailles donna satisfaction à toute une série de justes revendications de nationalités différentes. Sur les ruines d'anciens empires se formèrent de nouveaux Etats nationaux, tels la Tchécoslovaquie, la Pologne, les Etats Baltes, la Finlande. L'indépendance des Etats du Caucase fut recon nue, l'Ukraine, après de nombreux siècles d'oppression, commença à organiser son existence indépendante. La Crimée regagne sa souveraineté perdue. La création de la Société des Nations fut accueillie avec enthousiasme par ces nationalités, qui étaient bien convaincues qu'en la personne de ce Parlement international elles trouveraient la meilleure garantie pour leurs droits à une existence indépendante.

Cet espoir, hélas, ne devait point se justifier. Quelques mois s'étaient à peine écoulés que les droits des nationalités étaient foulés aux pieds : les bolcheviks opprimèrent l'Ukraine, le Caucase du Nord et poussèrent l'armée rouge par delà les montagnes du Caucase afin d'y détruire les nouvelles républiques indépendantes de Transcaucasie. La Société des Nations fut le témoin muet de ces injustices et à tous les appels qui lui furent adressés elle se borna à de platoniques résolutions. Les Grandes Puissances qui constituaient le Covenant de la S. D. N. ne firent rien pour défendre les principes

sur lesquels reposaient les fondements mêmes de ces chartes.

Ainsi, dès les premiers jours de son existence, un coup était porté à l'autorité de la S. D. N. Et l'organisme qui était appelé à établir, à régulariser et à garantir le droit et la collaboration pacifique entre peuples, apparut incapable, dès le début, à remplir ce rôle. Il va de soi qu'en présence d'une telle carence, les instincts égoïstes ne pouvaient que se développer et, en effet, d'une année à l'autre, on pouvait observer les coups portés les uns après les autres à l'autorité de la S. D. N.

Cette diminution, voire même la suppression de l'autorité de Genève, entraînaient à leur suite le trouble et le chaos dans la situation internationale et l'on vit alors se former de nouveaux groupements de puissances et avec eux se dressa le spectre de la guerre, la menace de sanglants conflits. Il n'est question de nos jours que de la possibilité, voire de la réalité de conflits si tant est que l'on compare la tension politique actuelle avec la situation qui s'était créée à la veille de 1914.

Plus que partout ailleurs, la menace d'une guerre se fait sentir en Europe orientale où la situation est inquiétante et trouble.

Dans la *prison des peuples* qui porte nom d'Union soviétique, des dizaines de millions d'hommes de différentes nationalités sont voués, par la force des armes, par l'oppression et par la terreur à une destruction systématique. Tous ces peuples mènent une lutte acharnée pour leur affranchissement, pour leur idéal de liberté.

La situation internationale qui s'est créée rend particulièrement d'actualité les problèmes nationaux qui se posent dans cette partie de l'Europe où s'accumulent des nuages précurseurs de la tempête.

Examinons cette situation et essayons d'en faire une analyse.

LE JAPON ET L'UNION DES SOVIETS

En Extrême Orient, au cours de ces soixante ou soixante-dix dernières années, une puissance croît et se développe — c'est le Japon.

Son développement s'effectue avec une rapidité déconcertante. Actuellement, une question des plus graves se pose devant cette unique grande puissance en Extrême Orient, c'est une question de vie ou de mort.

Comme il a été dit, ce peuple de 70 millions d'âmes, au commerce et à l'industrie extrêmement développés, à la flotte de commerce et à la flotte de guerre de premier ordre qui ne le cède en rien ni par le nombre ni par sa valeur à de nombreux Etats d'Europe, est obligé de vivre à l'étroit dans ses îles et de souffrir du manque de terres. La Corée et Formose, pays très peuplés par eux-mêmes, ne peuvent être utilisés aux fins d'une colonisation. Le problème de la colonisation est particulièrement grave. Le Japon a besoin de débouchés pour ses marchandises et de terre pour l'excédent de sa population. Où les prendre ?

De prime abord, l'on pourrait croire que la Mandchourie, où la population semble assez clairsemée, pourrait suffire pour satisfaire les besoins de la colonisation des pays du Soleil Levant. Mais le Japon, ayant étudié la situation de la Mandchourie, en est venu à cette conclusion : c'est qu'elle ne peut satisfaire ces deux nécessités.

Le Japon, évidemment, peut tirer parti des immenses richesses naturelles de ce pays, telles que le charbon, le naphte, le bois dont le Japon a un si grand besoin pour son industrie et pour sa flotte.

Si par ses actes, le Japon a suscité

en Mandchourie des complications d'ordre diplomatique avec l'Amérique et l'Angleterre, c'est qu'il faut bien admettre que la Mandchourie était nécessaire au Japon pour d'autres fins.

Dans le voisinage immédiat de la Mandchourie se trouvent les provinces du littoral et de l'Amour où la population est si clairsemée qu'on peut à peine y trouver 1/2 homme par kilom. carré. Dans son désir d'expansion, le Japon ne pouvait se passer de porter ses regards sur ces provinces. Le gouvernement soviétique sentit la menace et, par crainte de ce danger, il s'empressa d'envoyer des troupes en Extrême Orient, un conflit avec le Japon pouvant éclater d'un moment à l'autre.

Ces derniers temps, autant qu'on ait pu l'observer, les relations entre la Russie soviétique et le Japon ont sensiblement empiré. Les journaux anglais, la situation en Extrême Orient une impression peu encourageante. D'après le *Daily Express*, l'on observe au Japon un mouvement très sérieux en faveur d'opérations immédiates. Et pour justifier son point de vue, le Japon signale la possibilité d'une attaque aérienne des bolcheviks en partance de Vladivostok.

Les journaux citent la déclaration du général Araki, dans laquelle il recommande d'attaquer la Russie soviétique avant qu'elle-même n'attaque le Japon et dans laquelle il insiste sur la nécessité de chasser les bolcheviks de la Province Maritime. Nous avons tous, présent à la mémoire, sa déclaration : « Notre but — « la Mongolie », « l'Asie aux Asiatiques. »

A Moscou, on ne parle rien moins en ce moment que d'une guerre avec le Japon. Au 17^e Congrès qui vient de s'ouvrir à Moscou, la question du « danger japonais » n'a cessé d'être discutée. Dans son discours, M. Staline a parlé de la possibilité voire même de la réalité

d'une guerre avec le Japon à laquelle l'Union soviétique doit être préparée et il en fait retomber, évidemment, toute la responsabilité sur le Japon.

Les derniers discours de MM. Molotov, Litvinov et Kaganovitch trahissent mal la crainte et l'inquiétude, bien qu'ils fussent accompagnés de menaces à l'adresse du Japon. Il est vrai qu'en même temps, ils invitaient le Japon à reprendre les négociations au sujet du chemin de fer de l'Est-chinois et à conclure un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique.

La situation est claire : les bolcheviks ne sont pas en état de faire une guerre, car en ce faisant, ils risqueraient de faire tomber le régime et c'est pourquoi ils veulent à tout prix l'éviter. Ces propositions n'en restent pas moins sans résultat, le Japon se refusant à entendre quoi que ce soit.

L'on sait que les bolcheviks ont proposé au Japon d'acheter le chemin de fer de l'Est-Chinois pour une somme de 250 millions de roubles-or. Les Japonais ont de leur côté proposé 20 p. 100 de cette somme; peu après, oubliant cette offre, les Japonais ont compris qu'il était préférable de ne rien payer, ledit chemin de fer se trouvant, en réalité, dans leurs mains.

« Non seulement la possibilité, écrit la *Revue du Pacifique*, mais même la certitude d'un conflit armé à brève échéance est admise dans pas mal de milieux.

Il est de notoriété publique que les Soviets, depuis le début de l'été, ont singulièrement renforcé leurs postes militaires au Nord de la Mandchourie et à Vladivostok. Les voyageurs venant de Kharbine, à cette époque, racontaient à qui voulait l'entendre que l'on croisait incessamment des trains de troupes soviétiques allant vers l'Est. Par des indiscretions inévitables, l'on n'ignore

plus que dans divers camps retranchés, les Soviets ont accumulé de 4 à 500 avions de bombardement et plusieurs centaines de chars d'assaut. »

Le Japon, de son côté, se prépare fiévreusement, écrit cette même *Revue du Pacifique* et l'on sait « qu'il a élevé son budget de défense nationale à des proportions tellement inusitées qu'on est obligé de se demander quelles intentions se cachent derrière cet accroissement des forces militaires... »

... Vladivostok est, pourrait-on dire, un pistolet braqué sur le cœur du Japon. La tentation est forte pour le Japon de mettre la main sur Vladivostok, étant donné surtout qu'après ce coup de main, le danger russe disparaîtrait, les bases d'une action aérienne contre les grandes agglomérations, très vulnérables, du Japon se trouvant reportées très loin en arrière. »

Henri de Korab, dans le *Matin*, commentant les événements d'Extrême-Orient, écrit ce qui suit :

« Ajoutons à ces renseignements la nécessité pour le Japon de combattre plus efficacement la propagande communiste en Mandchourie et en Chine, et le besoin impérieux d'expansion commerciale dans l'Est de l'Asie.

A la lueur de ces divers éléments, la guerre russo-japonaise apparaît donc comme inévitable. Mais est-elle vraiment imminente? Je me dois de rapporter ici l'opinion d'un ami, d'un diplomate qui arrive de Tokio, après un long séjour, et qui est en même temps un observateur des plus sagaces.

— Le Japon, m'a-t-il dit, ne redoute aucunement une universalisation de son conflit avec l'U. R. S. S. Il estime que les Etats-Unis laisseront faire et, quant à l'Europe, elle ne s'en trouvera pas plus mal. Au contraire, elle y trouvera un soulagement économique et politique. Si le Japon tarde encore, c'est unique-

ment parce que son armée aérienne n'est pas au point. Il fera la guerre, à son avis non seulement inévitable mais indispensable, dès qu'il sera prêt. »

Telle est la situation des Soviets par rapport au Japon.

De gros nuages s'amoncellent sur le ciel d'Extrême-Orient; ce sont là des signes précurseurs d'une guerre à brève échéance. Tout en se préparant anxieusement à ce conflit, Moscou cherche des appuis en Occident.

Voyons à présent dans quels rapports se trouve la Russie soviétique avec l'Europe et l'Amérique, avec l'Allemagne en particulier, prenant en considération que les Soviets étaient „jusqu'à présent, liés économiquement et politiquement avec ce pays.

Ces liens, comme on sait, furent le résultat du traité de Rapallo qui fut pendant longtemps un objet d'inquiétude parmi les puissances occidentales, plus particulièrement partagée par l'opinion publique en France et en Angleterre.

L'HITLERISME ET LES BOLCHEVIKS

La venue au pouvoir des Hitlériens changea radicalement l'orientation de la politique extérieure allemande, en mettant fin à la politique de Rapallo. Pendant plus de dix ans, la politique extérieure allemande se trouva liée au traité de Rapallo, lequel n'avait d'autre but que de faire opposition au traité de Versailles.

Dans son livre « Ma Lutte » (Mein Kampf), Hitler fait une estimation de la situation et il s'aperçoit que les « alliances conclues en temps de paix ont pour effet de se réserver des alliés sur lesquels, en cas de guerre, prochaine ou lointaine, l'on pourrait s'appuyer »; il comprit combien avait d'illusion et de superficiel une alliance avec les Soviets;

en d'autres termes, il comprit combien il serait naïf de croire qu'une alliance semblable pourrait être durable et solide. Il était clair que cette alliance, dirigée contre la France, la Pologne et leurs alliés, aussi bien que contre l'Angleterre, ne manquerait pas de susciter, de la part de ces puissances, le désir de détruire les combinaisons de Rapallo. Ainsi la France, intéressée à défendre le *statu quo*, aussi bien que l'Angleterre, cette dernière tout particulièrement dont le renforcement matériel et technique des Soviets menaçait la puissance économique de l'empire britannique, ses possessions du sud asiatique notamment, ne pouvaient rester indifférentes en présence du développement de l'alliance germano-soviétique. Hitler le comprit et il résolut d'abandonner cette politique. Son mérite consiste en ce que, ayant soupesé la situation, il refusa de faire de l'Allemagne un champ de bataille au cours d'une nouvelle guerre.

Mais en dehors de ces considérations, il y a lieu de constater que le mouvement hitlérien, par sa substance intérieure, nourrit une haine mortelle envers le bolchevisme. Hitler et son entourage sont convaincus que les « hommes qui exercent actuellement le pouvoir à Moscou sont de vulgaires criminels couverts de sang. C'est une véritable écume humaine à qui, dans une heure tragique, un concours extraordinaire de circonstances a permis de se répandre sur un grand Etat qui a fait sauvagement périr des millions d'hommes appartenant à la classe éclairée qui, depuis dix ans, exerce la tyrannie la plus cruelle, dont l'histoire fasse mention. »

Avec de pareils hommes on ne fait point d'alliance. Il ne faut pas oublier que, par lui-même, le bolchevisme est un danger pour l'Allemagne. La bourgeoisie allemande, selon Hitler, se trompe lorsqu'elle pense qu'une alliance

avec les bolcheviks peut servir dans la lutte pour les intérêts de l'Allemagne. Ces idiots de politiciens à courte vue ne voient pas que le danger communiste croît de jour en jour et qu'après la Russie, l'Allemagne servira d'arène aux expériences bolchevistes et qu'elle se trouvera dans la même situation que la Russie.

C'est avec ces idées que les hitlériens sont venus au pouvoir. Que fallait-il faire pour préserver l'Allemagne de ce danger bolchevik ? Il fallait en finir immédiatement avec les communistes et leurs alliés en Allemagne même ! Ces idées furent plus d'une fois proclamées par Hitler, Rosenberg, etc., bien avant leur venue au pouvoir. C'est pourquoi à peine arrivés au pouvoir, ils se mirent en devoir de liquider le communisme, et l'on vit bientôt une organisation qui comptait six millions de communistes, réduite à néant. Cette lutte contre le communisme allemand ne pouvait faire autrement que se faire sentir dans les rapports avec les Soviets, attendu que cette lutte devenait de ce fait une lutte contre Moscou qui prêtait son appui matériel et moral aux organisations allemandes.

En dehors des subsides matériels reçus du Komintern (Internationale communiste) toute une série d'agents de Moscou avaient trouvé place dans les diverses organisations « commerciales », « économiques », « culturelles » et « pacifistes » d'Allemagne. Toutes ces organisations furent liquidées. Une épuration fut faite à la « Derop », cette société russo-allemande du naphthé. Parallèlement, la presse hitlérienne commença, documents en main, à dévoiler l'envers de la politique soviétique, à parler de la faillite du « plan quinquennal », de la famine en Union soviétique, etc. Et il faut leur rendre cette justice, les Allemands connaissaient la Russie

bolcheviste tout aussi bien que l'ancienne Russie d'avant la révolution.

Dans le domaine de la politique extérieure, ce facteur actuellement dominant, les Hitlériens ont réalisé une réforme décisive.

En quoi réside cette réforme ?

Après le traité de Versailles, l'Allemagne vaincue perdit une partie de son territoire et toutes ses colonies. Mais la croissance de sa population d'une part, et la nécessité de trouver des débouchés pour écouler ses produits fabriqués avec une intensité de plus en plus grande, d'autre part, posent devant l'Allemagne la question de son expansion.

« Une nation qui veut être grande a droit à toutes les terres qui peuvent lui être nécessaires, et ce droit se transforme en un devoir quand l'extension de son territoire devient pour elle une condition d'existence. » (Hitler — *Mein Kampf*.)

Où faut-il donc chercher ce territoire ?..

Peut-on de nos jours ramener la question à la recherche de la situation d'avant-guerre, c'est-à-dire aux frontières de 1914 ? Hitler ne voit pas cette possibilité. Mais alors, où chercher cette issue ? Hitler va l'indiquer :

« Vouloir que l'Allemagne recouvre ses limites d'avant-guerre, c'est un non-sens politique et, si l'on considère les suites possibles de cette revendication, c'est un crime. Quand je dis cela, je fais entièrement abstraction du fait que les frontières du Reich en 1914 n'étaient nullement ce qu'exige la logique, puisqu'elles n'étaient pas tracées de façon que tous les hommes de nationalité allemande fussent compris dans l'Etat, et aussi la raison, puisqu'elles laissaient beaucoup à désirer au point de vue géographique et militaire. Elles n'étaient pas le résultat d'une activité politique réfléchie, c'étaient des frontières provi-

soires, en partie accidentelles, ne marquant pas le moins du monde le dernier terme de la lutte soutenue par l'Allemagne pour se compléter. On pourrait tout aussi bien choisir dans l'histoire une autre date que 1914 et se proposer comme but la restitution à l'Allemagne des limites qu'elle atteignait à cette époque. »

Ces paroles de Hitler sont de nos jours répétées par tout le peuple allemand. Elles apparaissent comme un puissant facteur politique, susceptible de jouer un rôle important dans le sort de la paix et de la guerre. Que signifient-elles? Sont-elles l'expression de la nécessité pour l'Allemagne de reconquérir ce qu'elle a perdu par le traité de Versailles,... Hitler et son entourage ne sont pas aussi naïfs ; ils comprennent parfaitement qu'il ne faut pas vouloir l'impossible, attendu que si l'on essaie de s'étendre à l'Occident, cela équivaldrait à mettre en jeu le sort même de l'Allemagne.

La France est plus forte que jamais et l'Allemagne ne peut rêver d'une guerre avec cette puissance. Une expansion vers le sud, vers la Méditerranée, la mettrait en conflit non seulement avec la France, mais aussi avec l'Italie et avec l'Angleterre; or l'Allemagne s'efforce de rester en bons termes, avec ces deux puissances, sinon à chercher en elles un appui. Voici du reste en quels termes s'exprime le chef nazi :

« Nous autres, nationaux-socialistes, mettons le point final à la politique extérieure d'avant-guerre. Nous prenons notre élan à l'endroit même où se sont arrêtés nos ancêtres il y a six cents ans. Nous renonçons définitivement à la voie d'invasion, si constamment suivie par les Germains, qui se dirigeait vers le Sud et l'Ouest, et nous portons nos regards vers l'Est. Nous abandonnons aussi la politique coloniale et commer-

ciale des temps qui ont précédé la guerre pour la politique du sol qui est celle de l'avenir. »

Les regards de l'Allemagne sont fixés sur le pays qui peut lui servir d'objectif d'expansion, sur la Russie. Depuis plus de seize ans qu'elle est soumise à l'expérience bolcheviste, elle ne peut retrouver sa stabilité. Au bord de l'abîme, elle peut s'attendre à sombrer dans une catastrophe irréparable.

Cet Etat est constitué par « l'union » artificielle de peuples qui sont entrés dans cette union, du fait d'un ensemble de circonstances politiques, mais qui n'ont jamais eu de la sympathie pour la Russie. Chacun de ces peuples attend une occasion favorable pour se séparer de la Russie.

A l'intérieur de la Russie, nous dit Hitler, la classe éclairée, possédant l'instinct de l'Etat, a toujours appartenu à la race germanique et c'est elle qui a donné au pays son armature. Au temps du tsarisme, la Russie par elle-même n'a jamais été capable de créer sa structure d'Etat. L'histoire de la Russie, c'est l'histoire « de ce qu'une poignée d'Allemands, dirigeant une masse informe, est capable de faire », et ce n'est pas tout : « Bien des peuples inférieurs ont dû à des organisateurs et à des chefs de race germanique de s'élever à la dignité d'Etats puissants qui ont subsisté aussi longtemps que les éléments ethnique, mainteneurs de l'ordre, se sont eux-mêmes conservés. »

Hitler considère que de nos jours, rien n'est resté de la Russie et qu'elle se trouve dans la main des israélites, incapables d'organiser quoi ce soit. La Russie leur est nécessaire, dit-il, comme base pour détruire la culture mondiale.

Ce pessimisme envers la Russie ne date pas de Hitler; d'autres avant lui ont reflété cet état d'esprit, notamment dans les œuvres de quelques historiens

et écrivains français, tels que Michelet, de Vogüé, Gobineau, etc. D'après eux, il a de tout temps existé en Russie et tout naturellement un état de décomposition et d'anarchie; ce pays revient toujours à cet état de dispersion des forces aussitôt qu'il ne sent plus sur lui le poids d'une oppression constante. La stabilité manque et tous les cent ans les crises se répètent, jetant le pays dans l'anarchie, accumulant ruines sur ruines et si la Russie renaît de ses ruines, ce n'est que grâce à l'intervention étrangère. L'histoire cite l'exemple de l'intervention tatare, polonaise, allemande. La Russie peut être comparée à un amas de boules qui roulent au moindre choc; c'est une masse géographique sans ossature.

Si donc la Russie tient encore, ce n'est que grâce au poing bolchevik qui pèse sur sa tête.

Mais le bolchevisme, de même que le tsarisme, s'effondrera sous la pression de causes économiques, politiques et autres, du fait de guerres peut-être; il s'effondrera lorsque faiblira le pouvoir, car le Russe, de par sa nature, n'admet pas un pouvoir qui soit faible.

Le jour où s'écroulera le régime soviétique une ère d'anarchie commencera pour devenir une catastrophe qui emportera avec elle tout ce qu'un siècle, le 19^e, a pu donner dans le domaine culturel.

Hitler voit cette catastrophe dans un avenir immédiat. « Le moment viendra, dit-il, de remplir une mission historique », et « cette mission » consistera dans l'envoi de colons paysans allemands en des lieux où l'on « choisira de bonnes terres ».

« Ainsi la charrue allemande fécondera par un travail assidu le sol conquis par l'épée allemande. »

Ajoutons que Hitler n'a aucune ambition de conquête; il ne veut point occu-

per toute la Russie, une partie lui suffira, la partie avantageuse et commode pour la culture des céréales, et peut-être, quelques rayons industriels.

Telles sont les bases politico-philosophiques des plans du chancelier Hitler. Toute la mystique du mouvement « nazi » depuis sa naissance repose sur cette conception qui n'a cessé de progresser jusqu'à la venue au pouvoir d'Hitler. Et maintenant que Hitler est devenu le maître absolu de l'Allemagne, l'on se demande s'il se décidera à réaliser ses plans. Et cette réalisation est-elle en ce moment possible?... A cela l'on peut répondre qu'il est peu vraisemblable que la situation politique actuelle soit favorable à de tels projets. Il ne faut pas oublier que Hitler et son entourage sont des politiciens réalistes et qu'ils sont obligés de tenir compte de la réalité.

Pour que le programme d'expansion vers l'Orient puisse s'accomplir, toute une série de facteurs sont nécessaires. L'un de ces facteurs immédiats est un rapprochement entre l'Allemagne, la Pologne et les Pays Baltes et l'appui moral de l'une des grandes puissances d'Occident. C'est vers ce but, pour la création de ces facteurs favorables, que se trouve orientée la politique extérieure actuelle de l'Allemagne.

L'EMIGRATION RUSSE

Ainsi la Russie des Soviets se trouve en présence de deux facteurs politiques dont l'un, l'Allemagne, est une menace, pas immédiate il est vrai, mais dans un temps plus ou moins éloigné. Ce désir d'expansion, ce *Drang nach Osten*, l'Allemagne le prépare, tant au point de vue intérieur-idéaliste que dans la nouvelle orientation de la politique étrangère d'Hitler et Rosenberg. Quant à l'autre facteur, le Japon, danger d'au-

tant plus réel pour les Soviets qu'il n'exclut pas l'existence de liens secrets entre ce grand pays d'Extrême-Orient et l'Allemagne.

Ainsi acculés, les bolcheviks cherchent de tous côtés un appui, frappent à toutes les portes, sont prêts à toutes les concessions, à tous les sacrifices. C'est ce qui explique leur désir de trouver un pays ami, voire un allié en la France. Les ennemis du traité de Versailles, les dirigeants moscovites qui, hier encore, se moquaient de la Société des Nations, se posent aujourd'hui en ardents défenseurs dudit traité de Versailles, base de paix et de tranquillité en Europe, et, dans ses discours, M. Litvinov chante des louanges à l'activité de la S. D. N., allant même jusqu'à parler de la nécessité de soutenir et de renforcer son pres-

Dans ce but, et pour obtenir la reconnaissance de l'Amérique, Moscou es-
prête à toutes les concessions dans l'es-
poir qu'en présence du danger japonais, les Etats-Unis viendront au secours des Soviets.

Il va de soi que ces différents aspects de la situation ne pouvaient faire autrement que se refléter sur l'émigration russe; or, l'on sait que plusieurs courants se dessinent parmi cette émigration et que deux de ces courants se sont prononcés sur ces questions qui ont été débattues en public. A Londres et à Paris, c'est le représentant des libéraux-nationaux, M. Milioukov, qui a parlé et c'est M. Kazem Bek qui s'est prononcé au nom des « Jeunes-Russes ».

Le chef des libéraux russes entrevoit la possibilité d'une guerre entre la Russie soviétique et le Japon et il fait appel à l'émigration russe qu'il engage à soutenir les bolcheviks, attendu, ajoute-t-il, que dans les conditions actuelles, un gouvernement national, quel qu'il fût, aurait eu une semblable politique et aurait fidèlement suivi une tactique ana-

logue à celle des bolcheviks. Aussi M. Milioukov s'adresse-t-il à l'émigration russe, en l'engageant à soutenir la politique des bolcheviks afin de conserver l'unité de l'Empire russe. « L'Allemagne, dit-il, est toujours la même; nous oublions ce que nous pensions d'elle pendant la guerre. Il n'est qu'un moyen pour sauver la situation, c'est l'unité de front contre l'Allemagne. L'attitude de la Pologne n'est pas claire. Il en est de même de l'attitude de l'Italie... »

En s'adressant à l'émigration russe, M. Milioukov cherche, en réalité, à atteindre tout le peuple russe. Mais ne sait-il pas que dans l'Union soviétique actuelle sont englobés d'autres peuples qui dans leur ensemble constituent une majorité. Dès lors pourquoi M. Milioukov n'en souffle pas un mot?... Evidemment, parce que ce n'est pas avantageux pour lui de toucher à cette question, connaissant trop bien l'attitude de ces peuples.

« On partage la Russie », s'écrie M. Milioukov, tout alarmé.

Cette phrase est mal venue. Chacun sait que personne ne songe à « partager » la Russie, mais que c'est la Russie elle-même qui se partage. Le sort de tous les empires fait de divers morceaux est toujours le même et les faits historiques, dans des conditions identiques, agissent en conséquence et donnent les mêmes résultats. Est-ce qu'on a partagé l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman? — Nullement. Ils se sont partagés eux-mêmes...

M. Milioukov accuse les séparatistes qui travaillent dans les différents centres d'Europe et, d'après lui, le bruit court de la formation d'un corps de volontaires dans le but de disloquer la Russie.

Nous ignorons ce fait, mais si l'on admet qu'il soit exact, il n'y aurait rien d'étonnant en cela. Est-ce que le mou-

vement national grec qui déclencha, au début du dernier siècle, le soulèvement des Grecs contre le pouvoir ottoman ne commença pas sous la pression de la Russie avec son assentiment et avec son appui, en même temps qu'avec le soutien de la pensée progressiste russe de l'époque. La société grecque connue sous le nom de « Heteria » était une organisation parfaite avec son gouvernement, sa trésorerie; elle avait son centre à Odessa et était soutenue, nul ne l'ignore, par l'argent russe. C'est grâce à cet appui que cette organisation put déclencher un soulèvement par son incursion en Moldavie, en 1821.

Faut-il rappeler que l'Anglais Byron, parti pour la Grèce afin de prendre part à la guerre d'indépendance et le général wurtembergeois Normann se mirent à la tête de détachements de volontaires philhellènes; que cette même Russie soutenait tous les Etats balkaniques qui aspiraient à recouvrer leur liberté. N'est-ce point elle encore qui encourageait le mouvement séparatiste en Autriche-Hongrie avec l'approbation entière des libéraux russes?...

Pendant la Grande Guerre, MM. Bénès et Massaryk n'ont-ils point habité Paris pour mieux combattre l'empire austro-hongrois et cette lutte, la conduite de M. Bénès a-t-elle été désapprouvée par les milieux progressistes russes?... Dès lors, pourquoi deux poids, deux mesures? un principe reste toujours un principe et, à ce titre, il doit être le même partout...

Il n'en est malheureusement pas ainsi, car nous voyons aujourd'hui les libéraux russes changer leurs principes : toujours prêts à soutenir l'idée d'auto-disposition des peuples, hors des frontières de la Russie, ils sont les partisans les plus zélés de la domination russe sur les nationalités annexées à la Russie. Le démocratisme est chose impos-

sible en Russie; l'essai tenté en 1917 a suffisamment démontré cette vérité. Les libéraux russes ont acclamé la révolution, mais ils se sont montrés incapables de faire autre chose que prononcer des flots de discours, de grands mots, sans plus...

Le résultat est patent. La révolution se termina d'une manière bien triste; elle n'eut d'autres effets que d'instaurer la domination du poing bolchevik. C'est dire que sur une si vaste étendue de territoire que la Russie, du fait de l'absence d'organisation de ses possessions et des nombreuse nationalités qui l'habitent, le démocratisme que prêche M. Milioukov est impossible à instaurer. Il fallait à ce pays un César ou un dictateur.

Avec un régime démocratique, la dislocation de la Russie est inévitable, attendu qu'elle ne possède point d'unité géographique, ni ethnique, ni morale, ni linguistique. Cet empire a été créé par la violence et non par voie naturelle. C'est pourquoi cet empire est agité par des forces centrifuges qui au premier choc feront croûler l'édifice, artificiellement construit.

Mais en dehors de M. Milioukov, nous l'avons dit, le parti « jeune russe » s'est prononcé; il est toutefois bien difficile de dire ce que veut ce mouvement. Le programme fasciste-monarchiste des « jeunes russes » ne donne pas de réponse concrète à la question posée et il est difficile de se faire une idée bien nette de leur pensée d'en tirer une conclusion. L'on peut seulement constater que, théoriquement, ce groupement accepte le point de vue de M. Milioukov, mais dans le même temps il parle de la nécessité de poursuivre la lutte contre le bolchevisme et, si l'on en croit les informations parues dans la presse russe des émigrés, le leader de ce groupement, M. Kazem Bek, serait même entré en

contact, sinon dans l'association du fameux Bermond-Avalov.

Le général Denikine s'est aussi prononcé sur cette question. Nous n'insisterons pas longuement sur les déclarations d'un général, trop connu des peuples du Caucase, où il a laissé des souvenirs sanglants. Personne n'oublie que c'est le général Denikine qui brisa l'indépendance du Caucase du Nord. Au plus ardent de la lutte contre les bolcheviks, le général Denikine pensait bien plus à un nouvel asservissement du Caucase qu'à une victoire sur les bolcheviks. Cette politique eut pour résultat de jeter, dans un moment de désespoir, une partie des peuples qui luttaient pour leur indépendance, dans les bras des bolcheviks. C'est ainsi que le général Denikine amena les bolcheviks au Caucase.

La position prise aujourd'hui dans la question par le général Denikine montre qu'il n'a rien oublié ni rien appris. Hier comme aujourd'hui, son *credo* est la lutte contre les bolcheviks, mais en même temps, lutte contre les nationalités, pour leur asservissement.

LA POSITION DES NATIONALITES

Comme on vient de le voir, il n'y a pas que les bolcheviks qui craignent la guerre, mais aussi l'émigration russe. La guerre en effet, pensent-ils, menacerait non seulement le régime, mais encore l'armature de l'Empire dont le sort se jouerait en même temps.

Il convient de remarquer que l'une des causes essentielles de la chute du tsarisme fut la lassitude et la démoralisation qui suivit l'insuccès de deux guerres faites par la Russie : l'une de ces guerres avait été dirigée contre l'Asie, c'est la guerre contre le Japon ; l'autre contre l'Europe, c'est la guerre contre l'Allemagne. Toutes deux devaient

aboutir au même résultat, but constant du plan russe : c'est la victoire sur les petits peuples et leur destruction et puis, à travers leur territoire, une issue sur les mers chaudes, sur l'Océan Indien et la mer Méditerranée.

Une autre cause, et non des moindres, qui précipita l'effondrement de l'Empire russe fut la haine contre le tsarisme, contre cet instrument méprisable et révoltant de centralisation que nourrissaient tous les peuples non-russes de l'Empire qui aspiraient à leur indépendance.

Il semblerait, de nos jours, que l'histoire recommence. L'on est tenté de voir que la Russie (soviétique) est sur le point de s'engager dans un conflit avec ces mêmes pays. Le Japon et l'Allemagne. Nous avons déjà émis l'opinion qu'une guerre avec l'Allemagne était moins probable qu'avec le Japon.

Toutefois la situation a bien changé ; elle n'est plus ce qu'elle était sous le régime tsariste. Il est un fait certain c'est qu'aujourd'hui le sentiment national joue un grand rôle en Union soviétique. Ce sentiment n'est pas une manifestation éphémère, mais un élément propre à la civilisation humaine. Le sentiment national chez les peuples de l'Union soviétique n'est pas en décroissance, non, il augmente, ne cesse de s'accroître et prend une forme dynamique, la nation par elle-même n'étant autre chose qu'une « personnalité psychique qui s'efforce de prendre des formes de plus en plus élevées ».

La Russie bolcheviste, tout comme la Russie tsariste s'est efforcée de dissoudre et de russifier les nationalités non-russes, mais le résultat a toujours été inverse ; un esprit national, relevant de chacune de ces nationalités, s'est toujours développé dans le sens de leur autodisposition.

Dans le même temps, le régime bol-

chevik a conduit le peuple russe à une crise morale; sous l'influence de l'oppression prolongée des bolcheviks, la puissance, le prestige, le sentiment du respect, tout a sombré : le pessimisme, l'inquiétude, l'instabilité sont devenus les auxiliaires de l'oppression, éloignant du peuple russe son véritable état d'esprit.

Si l'on ajoute à tout cela le désastre économique qui afflige le peuple russe, l'on comprendra sans peine dans quel état une guerre trouverait l'Union soviétique.

Il va de soi que nous ne souhaitons pas une guerre, attendu qu'une guerre est le plus grands des maux qui puissent affliger l'humanité, surtout en ce moment, avec les inventions meurtrières de tout ordre, dans le domaine de la chimie, de la technique, de l'aviation; l'on peut facilement se représenter ce que comporterait de destruction les résultats d'une guerre... mais la guerre ne dépend, d'aucune sorte, de notre désir ou de notre opposition à ce désir; elle dépend de la marche objective des événements.

Si une guerre venait à se déclencher, la Russie des Soviets, de par sa situation intérieure, ainsi qu'on vient de le voir, serait incapable d'y faire face. L'enchaînement logique des faits nous montre quel en serait le résultat : l'anarchie la plus complète dans le pays; d'où la marche vers la catastrophe que prévoit Hitler. Et plus longtemps persiste cette crise, plus les conséquences apparaissent désastreuses, au point que ce chaos sans nom peut devenir un danger pour la civilisation européenne.

Faisant front à ce chaos, les nationalités de l'Union soviétique, englobées de force dans cette « Union », se dresseront; un danger sans exemple menacera leur existence propre et c'est pour-

détourner ce danger. L'unique issue qui leur est offerte, c'est l'union de tous et l'appui réciproque, au moment où éclatera l'orage, afin de pouvoir ainsi opposer à l'ouragan destructeur anarchique une force ordonnée, organisée.

Il nous souvient d'avoir vu quelque chose de semblable en 1917, au moment de l'écroulement de l'Empire de Russie : alors que l'anarchie régnait sur le territoire exclusivement russe, l'ordre et la discipline régnaient dans les territoires habités par des peuples non-russes.

Ce qui se prépare en ce moment sera quelque chose de plus effroyable encore que ce que nous avons vu en 1917. Si la seule issue pour le peuple russe est celle de trouver un César ou un dictateur, il n'en est pas de même pour les nationalités non-russes qui, de par leur nature, sont d'esprit démocratique, lequel exige une organisation appropriée. C'est pourquoi la seule solution possible est la reconstitution des Etats nationaux qui tout dernièrement encore ont montré leur droit et leur maturité pour une existence indépendante.

Ce n'est que cette solution qui soit capable de faire éviter l'anarchie et une perte de sang inutile. Et cette solution n'est pas seulement dans l'intérêt des nationalités, mais aussi dans l'intérêt bien compris du peuple russe même.

L'histoire a montré que l'affranchissement des peuples est l'aboutissement logique d'une suite d'événements, aussi est-il désirable, indispensable que les hommes politiques russes, en quête de chercher le bonheur de leur peuple, renoncent enfin à l'idée préconçue de dominer à tout prix les autres peuples. Les Etats nationaux politiquement indépendants ne sont pas confinés dans leur coquille et ne sauraient s'entourer d'une muraille chinoise. Après avoir établi et

quoi ces peuples doivent se préparer à régulariser leur propre vie intérieure, ils

seront bien obligés, du fait des lois économiques mondiales, d'entrer en contact avec leurs voisins et avec la Russie en particulier, mais ce contact ne sera pas celui d'un opprimé avec son oppresseur; il sera basé sur des rapports d'égal à égal.

Dans le cas contraire, si les nationalités n'obtiennent point satisfaction dans leurs droits sacrés, aucune tranquillité ni ordre ne pourront s'établir sur le territoire de l'ancien empire de Russie. Ce pays ne sera plus dès lors qu'un foyer de troubles et de carnages, et ces troubles ne sauraient être localisés sur ce seul territoire; ils déborderont au delà des frontières sur tout le continent asiatique, voire même sur l'Europe.

Il ne faut pas oublier qu'à la base de la révolution russe se trouvent deux facteurs essentiels : les aspirations d'ordre économique des paysans sans terre, désireux de s'emparer des terres détenues en grande partie par les propriétaires fonciers et par l'Etat et les aspirations nationales des peuples non-russes opprimés par la Russie tsariste qui les poussaient à se séparer d'elle et à vivre d'une vie indépendante.

Si la première de ces questions, c'est-à-dire la question intéressant les paysans fut tant soit peu résolue dans la première période de la révolution russe, avant la prise de pouvoir des bolcheviks, la deuxième question, celle des nationalités, rencontra du côté des libéraux russes portés au pouvoir une attitude négative, voire même hostile. Les bolcheviks comprirent dès lors toute la portée de la question nationale et ils tablèrent sur elle. Ils déclarèrent donc qu'ils reconnaissaient le droit des peuples à l'auto-disposition, jusques et y compris le droit de se séparer. Cette déclaration joua un rôle important dans la lutte menée par les bolcheviks dont elle ren-

força les positions. Trotski ne manqua pas de souligner toute l'importance de cette question. En présence de l'hostilité manifestée par les libéraux russes dans ladite question, les nationalités se tournèrent vers les bolcheviks avec confiance et sympathie. Malheureusement ces derniers, à peine furent-ils au pouvoir qu'ils se montrèrent aussi impérialistes que les dirigeants du tsarisme.

C'est ainsi que la question des nationalités ou nationale reste dans sa forme aiguë, tout comme auparavant. Les nationalités ne renonceront jamais à leur idéal d'indépendance.

Il est impossible d'arrêter ce mouvement; aucune force humaine ne saurait y mettre obstacle. La constitution d'une Russie monolithique, serait-elle même fédérative, n'est possible que par la violence, ce qui, croyons-nous, n'est pas dans l'intérêt des Russes. Nous avons vu, précédemment, qu'ils n'avaient jamais réussi à amener à eux ces nationalités. Une hostilité, une haine sans fin existeront toujours entre les nationalités de l'Empire et la Russie impérialiste.

A ce sujet, il n'est pas sans intérêt de rappeler le récit du grand poète persan Saadi qui raconte qu'une fois, un vaisseau étant sur le point de sombrer, les passagers et l'équipage se mirent à prier Dieu de les sauver. Quelle ne fut point leur surprise d'entendre la voix d'un esclave qui demandait à Dieu de faire périr le vaisseau. Saadi lui demanda la raison de son acte, car enfin, à moins que d'être fou, il devait comprendre qu'il allait périr aussi. L'esclave lui répondit qu'en effet il allait périr, mais que son maître qui l'opprimait et le martyrisait périrait aussi.

La psychologie qui se dégage de l'annexion par la violence à la Russie des nationalités ne ressemblera-t-elle pas à la psychologie de cet esclave?... (*Applaudissements*).

Les débats

La parole est donnée au prince **Galitzine** qui déclare au nom du groupe international où tous les peuples d'Europe sont représentés et dont le but est de lutter contre le bolchevisme, que dès sa fondation, ce groupe s'est trouvé en face du problème national. Sa solution a été envisagée dans le sens de l'affranchissement de toutes les nationalités de l'ancien Empire de Russie. Cette libération, dit l'orateur, est la condition indispensable pour le succès de la lutte contre les bolcheviks qui ne sont pas seulement un mal local, mais mondial.

Poursuivant, l'orateur rappelle qu'il y a quelques années déjà, il établit un programme en cinq points, publié plusieurs fois dans la presse étrangère et dont le premier point contient une reconnaissance de l'indépendance de tous les peuples qui la proclamèrent pendant la révolution. Le prince Galitzine ajoute toutefois qu'il ne voit pas dans cette reconnaissance une solution définitive de la question, que de son côté il est partisan d'une transformation de la Russie future en fédération mais sur les bases d'une entente avec des peuples libres et non sur celles d'une annexion ou d'un acte de violence. En attendant cette solution, l'orateur fait appel à tous les émigrés, y compris l'émigration russe, qu'il engage à unir leurs efforts dans la lutte contre l'ennemi commun. Cette lutte peut aussi être menée individuellement par chacun de ces peuples, contre les bolcheviks.

Un deuxième orateur russe, le professeur **Svatikov**, demande la parole; il insiste sur l'importance du problème, rendant hommage à l'habileté et à la sérieuse argumentation du conférencier qu'il félicite, bien que leurs points de

vue diffèrent radicalement. Le professeur Svatikov se déclare partisan de longue date d'une fédération ainsi qu'on peut le voir, dit-il, par ses ouvrages scientifiques. Il conçoit une Russie, non comme Etat unitaire, mais comme un groupement d'unités ethnographiques. Dans son cours sur l'histoire russe, il passe parallèlement en revue l'histoire de tous les peuples faisant partie de l'Empire. En outre, il fait un cours spécial à la Sorbonne des colonies russes, notamment sur le Caucase et le Turkestan, pays dans lesquels la Russie a exercé une politique coloniale. L'orateur souligne que l'actuelle U. R. S. S. n'est qu'une caricature de fédération, mais l'idée sur laquelle elle est basée est juste par elle-même et elle doit être acceptée par les partisans d'une solution pacifique des questions en souffrance. Comme argument, le professeur Svatikov cite les plans de colonisation de l'Ukraine, attribués à Hitler et il met en garde les Ukrainiens contre ce prétendu danger.

Le professeur **A. Choulguine** prend la parole pour remercier tout d'abord le conférencier pour son précieux et substantiel exposé, attendu que les précédents orateurs ont abordé tout d'abord la question nationale, laissant de côté les thèses effectives du rapport. Il partage pleinement le point de vue politique du conférencier et sa thèse si habilement défendue. Il est toutefois regrettable, dit-il, que des Russes, de la qualité de ceux qui sont présents, du prince Galitzine et du professeur Svatikov, soient des isolés dans le camp russe; or nous devons compter avec la majorité dont les dispositions à notre égard sont nettement hostiles. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la correspon-

dance échangée dans la presse russe entre le général Denikine et M. Milioukov, pour comprendre que ces messieurs n'ont rien appris au cours de leur vie d'émigrés. L'on ne peut qu'être étonné de voir qu'un homme de science comme le professeur Milioukov, que d'aucuns reconnaissent en lui de sérieuses qualités d'homme politique, peut aller si loin dans son sectarisme politique. Il est prêt, au nom du futur Empire, à souffrir, à soutenir même le régime bolchevik, dans l'espoir que, les bolcheviks n'étant pas éternels, la Russie restera pour toujours. Mais que restera-t-il de cette Russie « éternelle » si ce régime d'extermination physique et morale se poursuit pendant un temps plus ou moins long encore?... Dans ce sacrifice de millions d'individus, au nom de l'idée d'un Empire et dans la conduite actuelle du professeur Milioukov, en général, l'on aperçoit quelque chose qui tient davantage du général que du savant et l'uniforme de général lui siérait certainement mieux qu'une toge de Cambridge. Il faut bien cependant reconnaître que le général et le professeur sont également utopistes dans leurs rêves, attendu que l'un et l'autre veulent sauver la Russie et, dans le même temps, rétablir l'Empire...

— Et il sera rétabli!... crie une voix du fond de la salle.

— Voyez, s'écrie le professeur Choulguine en s'adressant à l'auditoire, voilà bien un exemple typique des rêves irréalisables des impérialistes. Nous sommes en présence d'un émigré, chassé du pays, privé de tout, voire même de pain, peut-être, et le voilà qui exige ni plus ni moins qu'un Empire. Sa foi, évidemment, mérite notre entière estime, mais l'on ne saurait cependant fermer les yeux sur le fait que c'est précisément cette fermeté et cet entêtement dans des aspirations essentiellement impérialis-

tes qui ont conduit la Russie à l'état dans lequel elle se trouve. L'on rêvait des Détroits et de l'intégralité de l'Empire dans le moment même où Lénine s'emparait du pouvoir. Et l'on continue à rêver de la même manière dans le temps même où le peuple russe lui-même est sur le point de disparaître, de mourir physiquement. Non, véritablement, si vous pensez sincèrement au salut de la Russie, renoncez à l'impérialisme, créez votre Etat national et songez au bonheur de votre propre peuple et non à rendre heureux les autres peuples.

Répondant ensuite au professeur Svatikov, le professeur Choulguine rappela que le temps n'était pas encore venu de parler de Fédération, attendu que pas un Ukrainien ne croit à la possibilité d'une forme d'Etat de cet ordre avec la Russie.

Déjà en 1917, le savant professeur Kokochkine, massacré par la suite par les bolcheviks, démontrait à M. Choulguine, lors des pourparlers ukraino-russes, que l'établissement d'une fédération russe était impossible du fait de la disproportion des parties à fédérer, les unes étant trop petites, les autres trop grandes. En ce cas, lui fut-il répondu, nous devons effectivement renoncer à la fédération et proclamer une indépendance complète.

De nos jours, surtout après l'expérience fédérative soviétique, nous voyons que le professeur Kokochkine, malgré son désir, avait raison et qu'il est dangereux pour les petits peuples d'entrer dans une fédération avec de grands peuples.

Mais l'indépendance de l'Ukraine ne signifie pas qu'on doive éternellement se battre contre la Russie. Des rapports, des relations sont nécessaires, mais pas autrement que sur la base de traités internationaux.

L'on parle beaucoup en ce moment du

partage de la Russie. Je peux, en toute franchise, déclarer que nous ne prenons aucune part à ce partage. Nous comptons que l'Ukraine s'est déjà séparée d'elle, et nous ne cherchons qu'une chose, c'est de faire reconnaître cette séparation de fait.

Si les bruits qui courent répondent à la réalité, les plans des Allemands ne nous effraient point, attendu qu'il serait ridicule de parler d'une colonisation de l'Ukraine déjà surpeuplée, mais nous sommes d'avis d'une étroite collaboration avec les Etats d'Occident.

Nous estimons que chaque peuple doit avant tout compter sur ses propres forces, mais cela ne veut pas dire que nous refusons à la légère tout appui qui nous serait proposé. N'avons-nous pas devant nous assez d'exemples de pays nouvellement affranchis grâce à une aide extérieure?... Mais ce secours, nous ne l'acceptons qu'à deux conditions : c'est que l'intégrité de notre territoire ou tout au moins de la partie qui se trouve actuellement sous le joug des Soviets soit respectée et que, d'autre part, la souveraineté de droits du peuple ukrainien soit reconnue. Nous combattons tous ceux qui s'opposent à ces deux conditions, tout comme nous luttons contre les occupants bolcheviks. Lorsque je dis « nous », ajoute l'orateur, j'ai en vue non pas seulement l'Ukraine, mais aussi les autres peuples qui se trouvent dans la même situation que cette dernière.

M. A. Alibekov (Azerbaïdjan) :

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la fédération. Chaque fois qu'on discute des problèmes de nationalités, les Russes disent que, naturellement, les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, etc., et nous disent : « Voulez-vous la fédération. » Je me rappelle de pareilles discussions organisées par le

journal « Dni ». Il faut constater le fait que l'idée de la fédération est devenu très à la mode parmi les Russes, même parmi ceux qui avant ne reconnaissaient que la Russie « Une et indivisible ». Ceci démontre que ce n'est point le désir d'organiser un Etat fédératif mais les Russes considèrent la fédération comme un « pis aller » se trouvant en face des nationalités qui ont résolu de s'affranchir et de devenir indépendants. Pour appuyer la nécessité de la fédération on nous apporte quantité de raisons politiques, économiques etc., et surtout humanitaires. On nous dit : « Vous créez la division tandis que l'humanité marche vers l'union, vers la fraternité des peuples. » Mais il faut distinguer deux principes et ne pas les confondre. D'abord il y a le principe général humanitaire. Oui ! l'humanité progresse et je ne doute pas que le but de ce progrès est la fraternité des peuples, et si aujourd'hui l'idée de la Société des Nations traverse un moment de crise dont parlait le conférencier, je crois fermement qu'à la fin les idées de la collaboration et de la fraternité des peuples triomphera. Mais ici nous parlons d'un autre problème, du problème de l'actualité politique. Les nationalités non-russes, incluses de force dans l'U. R. S. S., ont hautement proclamé leur volonté de vivre librement et indépendamment. Si on reconnaît leurs droits à disposer d'elles-mêmes, aucune force ne pourra et ne doit s'opposer à leurs justes revendications. Il est évident que l'indépendance des nations n'est pas un but en soi-même et les nations ne pourront pas s'entourer d'une muraille de Chine. Une fois libres et indépendantes et après avoir organisé leur vie, ces nations entreront en relations d'amitié et de voisinage avec d'autres peuples et avec le peuple russe lui-même. Mais ce seront des relations d'égal à égal et

c'est seulement de cette façon que pourra s'organiser la collaboration et la fraternité entre les nations.

M. Tchoulik (Caucase du Nord) constata que le rapport du Mr Mir Yacoub a comblé le désir des nombreux auditeurs accourus dans cette salle, impatients depuis longtemps d'entendre la parole d'un homme compétent sur le problème des nationalités de Russie. Autant que j'ai pu le comprendre, dit M. Tchoulik, le but de l'exposé qu'on vient d'entendre était bien moins une question de théorie que le désir de refléter la volonté inébranlable d'acquiescer l'indépendance d'Etat des peuples asservis de Russie et d'examiner les conditions qui contribueront à notre victoire dans la lutte que nous avons engagée. Le Dr Mir Yacoub a voulu certainement contribuer, bien moins à la connaissance théorique des aspirations de l'auditoire qu'au développement de cet état d'esprit qui doit être pour nous la source la plus sûre de notre force : la lutte courageuse et stoïque pour le droit et l'accomplissement du devoir devant l'histoire de nos peuples. Ceux qui croient pouvoir impunément violer et fouler aux pieds les droits de nombreux peuples seront bien déçus dans leurs plans. Il suffit simplement d'avoir de la bonne volonté pour comprendre pourquoi le mouvement libérateur des peuples opprimés se manifeste avec tant de clarté et ce qu'il apporte en lui-même sur l'autel de la paix. L'incompréhension de cette question dans la situation où la vie l'a posée lorsque, ayant mûri elle est devenue ce qu'elle est actuellement, un facteur international, la non compréhension, disons-nous de cette question dans sa substance psychologique, dans sa nécessité étatiste, surgit en un programme net et gracieux de la vie en faveur de la paix,

complicquant considérablement les voies déjà si complexes de l'humanité.

Quoi qu'il en soit, nous croyons fermement que le jour viendra où nos peuples ne combleront plus de leurs cadavres le fossé par lequel l'impérialisme russe a tracé son chemin.

M. Amirédjibi (Géorgie). De toute évidence, le fédéralisme ne nous va pas. Le prince Galitzine et le professeur Svatikov nous le proposent de bonne foi mais ce ne seront pas eux qui seront appelés à l'appliquer mais les hommes du genre du général Denikine. Ce qui veut dire un Etat fédératif organisé par Moscou, nous pouvons en juger par la situation actuelle créée par les bolcheviks.

Il est évident que le sort des peuples de l'empire russe doit être réglé tout autrement. Jusqu'à présent il y avait une Europe occidentale et une grande étendue à l'Est qui s'appelait Russie. La géographie a été englobée par une ethnographie imaginaire. Ce qu'il faut c'est reconstituer cette Europe Orientale. Il faut que les peuples qui l'habitent se constituent en Etats indépendants. Dans cette conjoncture, la Russie formerait tout de même un puissant Etat russe. Mais on considère ce projet comme un démembrement de la Russie et on nous accuse de vouloir sa destruction. C'est faux. Le professeur Choulguine a déjà dit que l'affranchissement des peuples non-russes n'est pas un démembrement de la Russie proprement dite. En général il est malaisé de reconnaître que l'unique intérêt de la Russie consiste à maintenir dans l'esclavage les autres peuples. En Europe, des idées semblables sont inconcevables. Là l'indépendance des petits Etats est garantie par les grands. Aucune force belge, danoise, bulgare ou autre n'aurait suffi pour la défense de leur indépendance



s'il n'y avait pas cette garantie de la part des grandes puissances elles-mêmes. L'opinion qu'il faut laisser vivre les petits peuples prévaut partout en Europe. C'est là l'essence même de la civilisation européenne. Il faut que les Russes se pénètrent de cette idée. Autrement il est impossible de résoudre le problème de l'Est européen.

M. Eremeev (Ukraine) défend le professeur Svatikov sur lequel pleuvent les accusations destinées à d'autres que lui, le professeur Svatikov étant connu depuis longtemps comme partisan du fédéralisme. L'orateur profite de l'occasion pour répondre à M. Alibekov et déclare que la Russie, l'expérience l'a démontré, n'a jamais rien « proposé » aux séparatistes, mais qu'elle s'est toujours empressée de sanctionner leur programme minimum dans le temps même où elle-même réalisait un programme maximum.

Pour ce qui est des rapports dédaigneux envers les séparatistes ainsi qu'on peut le constater de la correspondance échangée entre le professeur Milioukov et le général Denikine, ils peuvent s'expliquer du fait de leur ambition offensée, attendu que la presse étrangère qui s'intéresse tout particulièrement à la liquidation de l'héritage russe ne parle nulle part de l'existence de MM. Milioukov et Denikine.

M. Chamba Balinov (Cosaquie) : Je prends ici la parole, dit-il, au nom de mon groupe, les Cosaques libres, qui luttent pour l'indépendance des Cosaques qui aspirent à rétablir ce qu'ils ont obtenu dans un passé récent : l'autonomie des républiques cosaques pour la création d'un Etat casaque indépendant.

Je compte tout d'abord de mon devoir d'exprimer mes remerciements à

l'organisateur de la réunion de ce soir pour son rapport qui vient à point et pour la belle manière dont il est présenté. L'affluence du public témoigne, du reste, de l'intérêt des questions traitées et de l'opportunité de leur présentation. Et cela se conçoit. Sur le monde, en effet, comme l'a dit l'orateur, des nuages noirs ont assombri l'horizon. D'après les prédictions des devins politiques, l'orage éclatera certainement et l'on s'y prépare. Dans ce processus de « préparation » les contours du tableau qui peut se dessiner au milieu de l'orage apparaissent déjà. Une répartition des forces s'effectue, les coalitions futures s'accusent...

Actuellement, les facteurs politiques mondiaux en activité sont, d'une part, l'U. R. S. S. et de l'autre, l'Allemagne, le Japon et en partie, la Pologne. En outre, nombreux sont ceux qui considèrent l'U. R. S. S. comme l'unique défenseur de la démocratie et de la paix, et l'Allemagne et le Japon comme les défenseurs de la réaction noire, d'un régime moyenâgeux, qui ne songent qu'à dépecer la Russie.

C'est ce qui explique pourquoi la situation politique internationale inquiète à ce point l'émigration russe dans son entier, pourquoi elle a mis en branle le carillon de cloches de Moscou pour faire connaître *urbi et orbi* le danger qui menace l'intégrité du territoire soviétique.

Voyons maintenant quelle doit être la tactique des représentants des peuples opprimés avant la venue et pendant qu'éclatera l'orage politique que chacun attend. Voyons aussi quels sont ces peuples.

Les événements qui ne cessent de se dérouler depuis quatorze ans en U. R. S. S., c'est-à-dire depuis la défaite des peuples en lutte contre les bolcheviks en 1920, répondent à la dernière question posée. Si nous consultons les jour-

naux qui, pendant ce laps de temps, parlent de la lutte contre le pouvoir de Moscou, de cette lutte sous ses différents aspects, depuis le « sabotage » jusqu'à la révolte ouverte, nous ne trouvons que les mêmes noms : Ukraine, Caucase, Turkestan, Cosaquie, Sibérie. Si nous prenons en main la carte des rayons décimés par la famine, nous y trouvons les mêmes noms et cette large bande noire de territoires qui encerclent la Grande Russie, depuis l'extrême frontière occidentale jusqu'en Extrême Orient, depuis l'Ukraine, à travers le Caucase, le Turkestan et jusqu'en Sibérie.

Ainsi, la vie a tracé le front des peuples opprimés qui ploient sous le poids des souffrances sans exemple qui les accablent et dont la soif de délivrance de l'oppression moscovite ne cesse de s'accroître.

Voilà déjà quinze ans que tous ces peuples atteignent leur but : leur affranchissement et l'indépendance nationale. Hélas, nous la perdîmes bientôt.

Les représentants des peuples opprimés doivent préparer le terrain à leur profit; ils ne devront pas manquer de prendre en considération les fautes du passé, qu'ils s'efforceront de réparer. Au lieu d'agir séparément, ils devront coordonner leur action en vue d'un front commun de tous les peuples opprimés de l'U. R. S. S. dans une lutte toute de sacrifice pour la liberté et contre l'ennemi commun, l'impérialisme russe.

Mais il faut bien avoir en vue que par nos propres forces la lutte engagée contre Moscou sera extrêmement difficile sans la sympathie, l'appui moral du monde civilisé, sans qu'il arrive à nous comprendre. Aussi notre tâche immédiate à nous tous consiste à éclairer l'opinion publique, à lui faire comprendre la diversité des forces en présence en U. R. S. S., le sens et le but de la

lutte engagée par les peuples qui l'habitent.

Le temps n'est plus à l'idée d'une Fédération. Il faut avant tout couper les racines à l'impérialisme russe et lorsque les peuples, depuis les pays cosaques, le Caucase, l'Ukraine, le Turkestan et jusqu'à la Sibérie s'affranchissent pour devenir indépendants, lorsque les Russes réintégreront leurs véritables frontières en Grande-Russie, alors seulement seront coupées ces racines de l'impérialisme russe; alors les Russes parleront, sans arrière-pensée, un langage fraternel; alors seulement il pourra être question d'une fédération effective des peuples de « l'Europe orientale et de l'Asie septentrionale ». Le moment sera venu où tous les peuples, sans crainte de trahir, pourront s'asseoir à la « Table Ronde » et discuter des questions de la coexistence mutuelle.

Jusqu'à ce qu'arrive ce moment, il faut continuer la lutte contre l'impérialisme russe, pour la liberté et l'indépendance des peuples opprimés; il faut tirer raisonnablement parti des circonstances, aussi bien intérieures qu'extérieures, pour le triomphe de nos droits.

M. G. Gvazawa (Géorgie) « Messieurs, la conférence de mon ami, Mir Yacoub, a une portée beaucoup plus grande qu'on ne le croit de prime abord. Le sort des peuples qui gémissent actuellement sous le joug de la Russie est étroitement lié aux intérêts de la paix du monde. Les peuples de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan sont non seulement des peuples qui n'ont rien de commun avec le peuple russe, mais ils constituent des formations d'Etat englobées de force dans l'Union soviétique. Ils mènent tous une lutte acharnée contre la domination russe. Tout fait croire que cette lutte va s'approfondir et s'accroître de plus

en plus. La Russie marche vers l'anarchie. Cette immense étendue est condamnée à devenir un immense champ de bataille et de conflits sanglants. Croyez-vous qu'un tel état de choses n'aura pas une répercussion douloureuse sur la situation générale du monde et sur la marche normale de ses intérêts politiques et économiques? Il est évident que la paix du monde suppose la paix dans l'Est Européen; conséquemment, la libération des peuples opprimés de la Russie soviétique se confond avec les intérêts supérieurs de l'humanité.

La paix n'est pas possible dans un empire où tout est bouleversé et tout foulé aux pieds, les droits de l'homme aussi bien que les droits des peuples. Au cours d'à peu près un siècle la Russie s'est par deux fois engagée solennellement de respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Géorgie et par deux fois elle a foulé aux pieds les traités qu'elle avait signés. Croyez-vous que la question ne touche pas à l'honneur national de la Russie? Et pourtant vous ne trouveriez pas deux Russes qui accepteraient volontiers l'hypothèse d'une évacuation de la Géorgie par l'armée russe.

Malheureusement les milieux politiques russes sont loin de partager notre point de vue, si bien qu'ils essaient de justifier par des considérations théoriques et morales la domination russe sur les autres peuples. Le professeur Svaticov vient de déclarer devant vous que les terres non-russes sont des colonies russes et que la Russie aurait la mission d'y porter la civilisation. Lorsqu'on parle de la France ou de l'Angleterre et qu'on dit que ces deux grands pays propagent la civilisation européenne parmi des peuplades sauvages d'Afrique et de Polynésie, on le comprend parfaitement, mais la Russie n'est pas la France, pas plus que l'Ukraine et le

Caucase ne sont en rien comparables aux pays sauvages de l'Afrique Centrale. Quelle civilisation aurait pu apporter la Russie lorsqu'elle-même en était totalement dépourvue? Sa domination sur le Caucase et sur l'Ukraine a été un grand malheur pour ces pays, beaucoup plus civilisés qu'elle. L'introduction du servage en Ukraine et au Caucase en est une preuve irréfutable. Ni le Caucase, ni l'Ukraine n'avaient jamais connu cette belle invention de l'esprit russe.

Une voix. C'est vrai!

M. Gvazawa. Je vous prie de ne pas confondre servage et esclavage. En Géorgie, par exemple, il y eut de l'esclavage, comme d'ailleurs dans bien d'autres pays, mais le nombre des esclaves fut toujours très restreint; il ne dépassait pas 1 p. 100, voire même 1/2 p. 100 du nombre total de la population. Tout le reste, c'est-à-dire tout le peuple, était libre. Chaque paysan était propriétaire de sa terre, il pouvait disposer librement de ses biens, de son travail et de sa personne. La Russie, elle, imposa le servage au pays, par la force de ses baïonnettes, ce qui veut dire que près des 90 p. 100 de la population furent asservis soit à l'Etat, soit à l'Eglise, soit à la noblesse. Tout un peuple jusqu'alors libre fut réduit à un état d'esclavage des plus terribles qui fût. Toute évolution sociale fut ainsi arrêtée et le pays dans son entier se trouva rejeté en arrière dans les ténèbres des siècles passés. La voilà bien la mission civilisatrice de la Russie en Orient.

Il est vrai qu'en 1861 le servage fut aboli en Russie, mais un nouvel élan de l'esprit et de la culture russes le ressuscita et le rétablit dans toute la Russie sous le nom de bolchevisme; elle imposa de nouveau ce servage à l'aide de ses baïonnettes, en Ukraine et au Caucase.

Qu'y a-t-il de commun entre l'idéologie du communisme russe et le caractère et la mentalité des Géorgiens ou des Ukrainiens?...

Une voix. Staline !

M. Gvazawa. Staline ? Nous l'avons chassé de Géorgie, mais vous, vous l'avez porté au pouvoir dictatorial ! (*Applaudissements*).

Voilà donc en fin de compte à quoi se réduit le rayonnement de la civilisation russe : le servage dans le passé, le bolchevisme dans le présent. La France entraîne les pays sauvages dans la voie de la civilisation européenne, la Russie étouffe les pays civilisés et les rejette dans la nuit des siècles passés. L'anthropophagie est supprimée dans

toutes les colonies françaises ou anglaises mais, du fait des famines successives engendrées par le communisme russe elle a fait son apparition en Ukraine et dans le Caucase du Nord... Non, il n'y a d'autre moyen de sauver nos pays que de briser le joug russe et d'associer nos peuples au mouvement général du monde civilisé. C'est là notre devoir le plus sacré envers nos peuples et envers l'humanité. (*Applaudissements prolongés; l'orateur reçoit les félicitations de ses amis.*)

La liste des orateurs n'est pas encore épuisée mais l'heure est trop avancée et le Président lève la séance. Le conférencier. Dr Mir Yacoub, est très entouré par ses amis qui lui apportent leurs félicitations.

Racontars... ou ballons d'essai?

Première nouvelle, murmurée dans le creux de l'oreille : « N'avez-vous pas entendu dire que la Russie des soviets songe à entrer dans la Société des Nations ? » L'auditeur rencontre un ami : « Vous savez ? Il est question que l'U. R. S. S. pose sa candidature ! — Vraiment ? Et qui donc la patronnera ? — Je l'ignore, mais ce pourrait bien être la France, car les deux Etats sont en excellents termes. » Survient un quidam auquel le troisième chuchotte : « Je sais pertinemment que le délégué de la France va poser la candidature de la Russie à la S. D. N. »

Racontars... ou ballons d'essai ? Suppositions... ou jalons posés sur la route de Moscou à Genève ? Où est la vérité ? Pour chercher à la connaître lisons tout d'abord ce que vient de dire Staline

dans une interview. En réponse à la question : « Votre attitude envers la S. D. N. fut-elle toujours négative ? », il a déclaré : « Non, pas toujours, et pas dans toutes les circonstances. Malgré le départ, ou peut-être au contraire en raison du départ de l'Allemagne et du Japon de la S. D. N., celle-ci peut fonctionner comme signal d'alarme, pour retarder ou pour empêcher les hostilités d'éclater. S'il en est ainsi, si la S. D. N. peut servir, ne fût-ce que comme un petit obstacle, pour rendre la guerre plus difficile et pour faciliter le maintien de la paix, alors nous ne sommes pas contre la S. D. N. Si le cours des événements doit être tel, alors, malgré ses fautes colossales, nous appuierons la Ligue. »

Que répond Paris à cette voix de Mos-

cou? — Ecoutons M. Paul-Boncour s'adresser au Sénat : « L'U. R. S. S., c'est vrai, ne fait pas encore partie de la S. D. N., mais, par ces pactes qu'elle a passés avec ses voisins membres de la la S. D. N., mais, par les pactes qu'elle même temps qu'elle leur apporte une contribution très importante, par ce vaste appareil de sécurité qui vient d'être posé sur l'est européen et qui, sous une forme moins précise mais néanmoins très appréciable, répond au Locarno de l'Occident. » Pas encore : ce « pas encore » n'est-il pas révélateur? S'il n'y avait rien dans l'air, M. Paul-Boncour aurait dit tout simplement : « L'U. R. S. S., c'est vrai, ne fait pas partie de la S. D. N., mais... » Première conclusion : si la candidature de l'U. R. S. S. n'est pas posée, il se peut fort bien qu'elle le soit prochainement.

La Société des Nations souffre indubitablement du fait que plusieurs grandes puissances, tout en collaborant avec elle quand elles y trouvent leur avantage, refusent d'en assumer les charges et les responsabilités. L'extension de la Ligue dans le sens de l'universalité est donc heureuse... à une condition essentielle : c'est que l'adhésion qui lui est donnée soit une adhésion loyale, et qu'un nouveau membre, quel qu'il soit, commence par respecter lui-même les principes essentiels qui sont à la base du Pacte. Admettre en revanche dans la Ligue un Etat prêt à renier sa signature, c'est causer à la S. D. N. un tort moral et matériel considérable, c'est lui porter un coup fatal.

Il y a quelques années l'Allemagne, se sentant isolée, attira l'U. R. S. S. à Genève *à la Gast*. De fait, pendant quelques mois elle fut appuyée par les délégués soviétiques. Mais, en définitive, elle n'a pas eu à s'en féliciter, car ceux-ci se sont retournés contre elle. Aujourd'hui, semble-t-il, la France à son tour

mise sur la venue des soviets à Genève. Ne sera-t-elle pas déçue elle aussi? A-t-elle oublié déjà tout ce qu'elle a perdu dans la steppe russe? A-t-elle passé l'éponge sur la trahison de Brest-Litowsk?

S'il s'agit d'une manœuvre politique, celle-ci risque fort, on le voit, de se retourner contre ses propres auteurs. Mais à un point de vue plus général, l'admission de l'U. R. S. S. serait-elle heureuse pour l'humanité? Nous le répétons : c'est avant tout une question de sincérité, le pacte la pose lui-même en ces termes : « Tout Etat qui se gouverne librement peut devenir membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux. »

Or, le baromètre de la « sincère intention » du gouvernement bolchéviste, nous le possédons; c'est l'article premier du traité russo-géorgien du 7 mai 1920. Ce texte, le voici : « Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la République socialiste fédérative soviétique russe, de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgien ». 7 mai 1920.

Février 1921 : les armées de la République soviétique russe pénétrèrent en Géorgie, l'écrasèrent par la force de leurs baïonnettes, et l'assujettirent. Et voilà treize années, déjà, que l'Etat géorgien, reconnu indépendant par les Soviets, souffre sous leur joug!

La France, protectrice des petites na-

tions opprimées, s'est émue et indignée. S'adressant à M. Poincaré, alors président du Conseil, M. Herriot s'exprima en 1921 en ces termes à la Chambre des députés : « La question précise que je pose est la suivante : La souveraineté de la Géorgie a été formellement reconnue par le gouvernement russe lui-même en vertu d'un traité fort précis. Je demande à M. le président du Conseil de bien vouloir déclarer que son gouvernement demeure attaché à la cause de cette indépendance. Le disant au nom de la France, qui a agi pour l'indépendance de la Pologne et des Tchèques, il nous permettra de faire parvenir un espoir à un malheureux peuple opprimé. » Et M. Poincaré de répondre : « L'honorable M. Herriot n'a fait qu'exprimer la pensée du gouvernement lui-même, telle qu'elle a été plusieurs fois déjà exprimée à l'Etat de Géorgie. »

L'U. R. S. S. a une occasion admi-

nable de donner une garantie effective de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux : il lui suffira de répondre aux vœux de M. Herriot en cessant de violer outrageusement le traité qu'elle a signé de son plein gré le 7 mai 1920, il lui suffira de rendre à la Géorgie son indépendance. Avec une clarté admirable, M. Edgard Milhaud a développé cette thèse irréfutable dans la brochure qu'il a publiée en 1926, thèse concrétisée par lui dans la résolution que voici :

« Le Comité International pour la Géorgie déclare que c'est l'impérieux devoir des Etats membres de la S. D. N. de rappeler la Russie, au moment où elle demandera son admission, au respect de sa signature, et par suite de ne l'admettre que de concert avec la Géorgie souveraine et indépendante. »

Jean Martin

Directeur du *Journal de Genève*.



L'ouvrage de M. Roger Tisserand sur l'Ukraine et la presse

M. Roger Tisserand a bien voulu nous confier un gros paquet de revues et de journaux qui ont parlé de son livre : « *La vie d'un peuple : l'Ukraine* ».

Nous qui sommes, comme l'auteur, un ami fervent de l'Ukraine, aussi bien que des autres peuples opprimés de l'URSS, nous avons étudié avec grand intérêt ces feuillets où l'ouvrage de M. Tisserand est examiné sous toutes ses faces.

Quelques critiques étaient hostiles. Le contraire aurait été inconcevable. Nous les verrons tout à l'heure, parce qu'il convient d'abord d'en citer deux ou trois bonnes (les bonnes sont dans la proportion de 98 pour 100 ; c'est une moyenne honorable, ne le pensez-vous point ?). Puis, nous aborderons les mauvaises. *In cauda venenum*, n'est-ce pas ? Nous mettrons donc ces appréciations à la fin, avec les réponses nécessaires. Elles seront à leur place, parce qu'il faut terminer par elles, car l'une est tellement amusante et ridicule dans ses lignes acides et d'un ton si drôlement doctaral, qu'on achèvera la lecture de notre petit travail en éclatant d'un beau rire.

La première place doit être réservée à l'article que M. Edmond Harancout écrivit dans « *La Dépêche de Toulouse* ».

Nous allons en extraire ces passages :

« Aujourd'hui... voici que M. Roger Tisserand nous apporte en un gros volume le résultat de ses travaux : « *La vie d'un peuple : l'Ukraine* ».

« Notre ignorance, désormais, n'aura plus d'excuse. Que ce livre soit le bienvenu parmi nous ! Il est une bonne œuvre et une bonne action. Il nous dé-

nonce les parentés spirituelles qui nous rapprochent d'une nation trop méconnue de nos pères et dont la longue histoire se déroule comme une épopée. Epopée grandiose, à force de courage, mais un peu monotone, à force de douleur et d'endurance...

«... Car l'Ukraine a sa langue propre, qui n'est pas du tout un idiome russe. Quant l'impératrice douairière, mère de Nicolas II, fut séparée de son fils en 1917 et déportée en Ukraine, elle souffrait d'avoir à vivre chez un peuple dont elle n'entendait même pas la langue ; le grand-duc Alexandre, dont les Mémoires viennent de paraître, rapporte ce fait et s'apitoie sur le sort de sa belle-mère ; naturellement, il ne songe pas une minute au caractère symbolique de ce hasard où Chevtschenko aurait trouvé la matière d'un poème vengeur, digne pendant de l'*Expiation* de Hugo ; il faut la chute, il faut l'exil pour que la mère des tyrans ait enfin la révélation du gouffre qui sépare sa race de cette race étrangère, incorporée par force dans le groupement d'un empire ; il faut la détresse de l'exil pour enseigner à la famille des bourreaux ce que peut être la détresse du peuple entier qui, de génération en génération, endure la même exil sur le sol même de la patrie...

«... Ce n'est pas... un des moindres mérites de M. Roger Tisserand d'avoir su dégager le véritable aspect de l'âme ukrainienne, ce mélange tout occidental de bon sens et de raillerie, cette mélancolie et ce goût du sourire, cette endurance qui refuse les dangereux secours du fatalisme oriental, et ceux de

l'utopie, et ceux du mysticisme qui se leurre avec des mots... Ces éléments essentiels d'une âme collective ne sont-ils pas de nature à rapprocher mentalement l'Ukraine de la France bien plus que de la Moscovie ? Nous devons savoir gré à M. Roger Tisserand qui étale sous nos yeux les preuves d'une parenté psychique, si chère aux Ukrainiens et si ignorée des Français.»

Dans la *Correspondance Havas*, M. Charles Florentin, après avoir parlé de la belle préface que M. René Pinon a mise au livre de M. Tisserand, continue ainsi : «... L'auteur suit pas à pas, depuis les origines, la voie douloureuse sur laquelle l'Ukraine s'est traînée. C'est Voltaire qui a dit, dans son *Histoire de Charles XII* : « Ukraine a toujours aspiré à être libre ». Cet indéracinable espoir de vivre un jour de sa vie propre, la Petite-Russie (l'autre nom de l'Ukraine) l'a nourri en son cœur, ayant une foi passionnée en l'avenir, malgré les périls comme un modèle de patriotisme et de volonté.

« Apparentée aux plus belles nations par son splendide idéal et son antique civilisation (la Grèce et Byzance ont mis sur elle une empreinte profonde), l'Ukraine a trouvé en M. Roger Tisserand l'historien le mieux qualifié et le plus consciencieux. Histoire, religion, littérature, arts, mœurs, il les étudie longuement. Avant lui, du reste, aucun livre n'avait encore été écrit sur ce pays... »

La *Librairie* déplore qu'on ne connaisse pas suffisamment l'Ukraine qui est un pays ayant « 37 millions d'habitants, une surface de bonnes terres presque égale à celle des terres productives de France, un peuple agricole et soldat, intellectuel aussi, avec une fière histoire ». Et termine ainsi : « C'est une œuvre à la fois utile, intéressante, opportune qu'a écrite M. Roger Tisserand

avec méthode, clarté, sympathie mille fois justifiée. A tous ceux qu'intéressent la paix, l'équilibre, l'avenir de l'Europe, nous recommandons fortement cet ouvrage. »

Nous aurions encore à recueillir bien d'autres articles soulignant l'importance du livre de M. Tisserand. Il faut songer à nous arrêter. Cependant, nous ne pouvons point omettre ce qu'ont publié ces deux journaux étrangers : la *Province de Namur* et le *Journal de Genève*.

Le premier dit notamment : « ... Le Français s'est fait une réputation peu enviable d'ignorance en cette matière (la géographie). Le Belge est français sur ce point. Voici un vaste pays, comptant près de 37 millions d'habitants et possédant ses traditions originales, une langue particulière, une littérature autonome très ancienne et très riche et dont on ne connaît à peu près rien... Le livre fort intéressant de M. Roger Tisserand est de nature à satisfaire la curiosité ; il abonde en vues historiques, géographiques, politiques, folkloriques et artistiques, et il nous apporte en preuves une somme de documents précieux. S'il tend ouvertement à revendiquer pour le peuple ukrainien le droit à une liberté politique et culturelle que le régime communiste lui refuse, on est tout prêt à approuver et à soutenir des revendications légitimement appuyées sur un passé aussi glorieux et aussi riche en purs héros.

« Nous ne pouvons suivre l'éminent historien dans son travail complexe et d'une étendue de plus de 300 pages. Bornons-nous, dans cette page littéraire, à reproduire quelques grands traits du mouvement poétique de ce pays où l'influence méditerranéenne est prépondérante. » Et la *Province de Namur* parle de la poésie ukrainienne, reproduit le fameux testament de Chev-

tchenko et une ballade de l'immortel poète.

Le *Journal de Genève* commence ainsi : « Voici un livre longtemps attendu sur l'un des peuples que la guerre a mis au premier rang de l'actualité. M. Tisserand nous promène à travers les deux mille ans d'histoire vécue par l'Ukraine. » Puis, il résume l'histoire de l'Ukraine et finit par ces lignes : « L'un des aspects les plus attrayants de son livre, c'est la suite d'aperçus sur les mœurs, la littérature et l'art, qui coupent heureusement le récit historique. L'auteur a donné un assez grand nombre de poèmes populaires ou littéraires; la plupart sont d'une grande beauté. Ils confirment cette affirmation que le génie ukrainien, fait de finesse, est bien celui d'un peuple méditerranéen.

L'ouvrage de M. Tisserand vient à son heure, au moment où l'Ukraine devient l'un des pivots de la politique européenne, l'enjeu dont dépend la vie ou la mort du régime soviétique. »

Maintenant, voyons les critiques hostiles. Quelques-unes peuvent être mises ensemble. Elles viennent de ceux qui croient encore à cette énorme bourde de l'unité de ce qu'on appelait la Russie. A quoi bon discuter un si lamentable jugement! *Oculos habent et non vident*. L'avenir tout proche les démentira, n'est-il pas vrai, chers Caucasiens, chers Ukrainiens, chers Turkestaniens.

Pour terminer, amusons-nous comme nous vous l'avons promis au commencement de cet article. Un M. P. Pascal a porté sur l'ouvrage de M. Tisserand de telles appréciations que nous avons gardé pour le dessert ce mets succulent. Lorsque M. Tisserand lut ces lignes, il dut tout d'abord être très ému. Songez donc, une telle signature! Pascal! Si le grand Blaise était redescendu sur terre pour le réprimander, c'eût été, en effet,

fort grave et la condamnation fût demeurée sans appel. S'il était venu assurer que l'ouvrage de M. Tisserand ne valait rien, l'auteur n'aurait eu qu'à baisser la tête, plein d'humilité et de repentir. Mais si M. Tisserand fut ému, il ne dut pas l'être longtemps, car il aperçut sûrement sans tarder que ce prestigieux nom de Pascal était précédé d'un P et non d'un B. Cela changeait de note. Il faut, néanmoins, écouter les jugements d'où qu'ils viennent, et s'ils sont justes, en faire son profit. Voyons donc ce que contiennent les *Pensées* de cet autre M. Pascal. Entre autres choses, ceci : « Fallait-il faire vivre ce même Nestor au 14^e siècle? » Oh! ce serait grave, en effet, d'avoir avancé pareille date. Ouvrons vite l'ouvrage de M. Tisserand. Nous voici à l'endroit cherché, c'est-à-dire aux pages 42 et 43. Lisons : « Nous possédons une chronique très précieuse... Elle est attribuée, peut-être faussement, au moine Nestor, du couvent de Petchersk. » Et, vingt lignes plus loin, on trouve ceci : « Nous allons citer un passage de la plus ancienne partie de la *Chronique de Nestor*. Cette partie, qui porte le titre de *Povist vremennykh lit*, fut écrite vers 1040 et rédigée définitivement au début du 12^e siècle. »

Les *Pensées* de cet autre M. Pascal reprochent encore à M. Tisserand de ne nous avoir pas familiarisés « avec l'histoire primitive — et non la légende — de Kiev ». Voyons cela. Cherchons. Mais M. Tisserand parle de Kiev dans maints endroits. Nous ne remarquons pas qu'il s'étende sur la légende de Kiev, qu'il en dise même un mot. Ah! si, à la page 32, il écrit : « Kiev existait déjà depuis des siècles. Selon la légende, elle fut fondée par trois frères : Kii, Schtchek et Khoriv et leur sœur Lybed. » Puis, plus loin, en cette même page : « Une légende dit que le christianisme fut ap-

porté en Ukraine par l'apôtre André, qui serait venu à Kiev et y aurait été crucifié. » C'est tout. Pouvait-on être plus bref pour rapporter ces deux jolies légendes?

M. Pascal continue de morigéner M. Tisserand. Décidément, c'est une nouvelle *Provinciale* qu'il donne là. Il dit : « N'aurait-il pas mieux valu nous familiariser avec le rôle politique et moral de la Laure, à peine indiqué? » Feuilletons rapidement l'ouvrage pour pouvoir répondre. Nous trouvons que M. Tisserand parle de la Laure aux pages 33, 34, 118, 119, etc.

Le talentueux critique interroge : « Pour en venir aux périodes plus rapprochées de nous, est-il bien exact de qualifier d'« admirable » l'œuvre réalisée de 1917 à 1921 par les Ukrainiens? » Nous nous bornons à renvoyer aux pages 278, 279, 280, 281, 282 où

M. Tisserand montre ce qu'ont pu faire les Ukrainiens pendant ce temps si court et si troublé. Et c'est tout simplement *admirable*.

Nous avons examiné quelques-uns des jugements de l'autre M. Pascal. Ils sont savoureux. Vous en riez, chers lecteurs? Attendez, vous ne connaissez pas le plus beau. Vous ne le devineriez jamais. Il signale à M. Tisserand l'incorrection de sa langue. Tout simplement. Lui qui a ces « affres du style », comme disait Flaubert pour lequel il professe un culte si profond, si fidèle!

M. Pascal ne sait pas lire. Nous venons d'en avoir des preuves flagrantes. Et il reproche à M. Roger Tisserand de ne pas savoir écrire!

Un censeur de ce genre est un bienfait des dieux, car il déclenche le rire, infailliblement.

Tarné

Un film de presse soviétique

Au pays des Soviets, disent les journaux de là-bas, une grande animation n'a cessé de régner vers la fin de 1933 et au début de 1934. Partout sur toute l'étendue de l'empire rouge, ce n'étaient que congrès annuels des partis communistes régionaux et enfin le congrès du parti de toute l'Union à Moscou. Pendant toute la durée de ces congrès, les journaux soviétiques n'ont imprimé que des textes de discours prononcés par toutes les Excellences rouges, importantes et secondaires. Et comme le pays des Soviets est excessivement « démocratique », il a fallu un mois à la presse pour épuiser tout le stock des discours prononcés. Chaque discours se termine par

un *amen* communiste. D'abord « vive notre cher et bien aimé chef, le camarade Staline! » et puis, toujours entre parenthèses, ces courtes phrases sacramentales : « ovation, tempête d'applaudissements, tout le monde se lève. » Les mêmes paroles sont tellement identiques à la fin de chaque discours, dont le nombre dépasse la centaine, que le lecteur indépendant pourra croire, sans crainte de se tromper, que ces expressions rituelles et obligatoires, comme « veuillez agréer, etc. », ont été insérées par un metteur en pages soviétique qui connaît bien son métier...

Le contenu de ces discours, à ne point s'y tromper, est toujours le même :

comptes-rendus de l'activité sans pareille des Soviets, où il n'est question que de succès et de louanges; force et ordres à l'intérieur, puissance à l'extérieur. Par contre, beaucoup de menaces vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne, beaucoup de chiffres truqués; autant de choses connues réglementaires. Il y a bien quelques lacunes, mais tellement minimes qu'on n'en parle qu'en passant. A quoi bon parler de ces choses, puisque chaque discours doit se terminer par des « ovations, des applaudissements, etc. » D'autant plus que le camarade Staline a réussi à centraliser toutes les capacités politiques et administratives du parti, à éliminer tous les suspects, et qu'il ne désire désormais que continuer la politique d'un Néron. Les communistes l'ont bien compris d'ailleurs : si Staline échoue, ils sont perdus; il ne leur reste donc qu'à se tenir tranquilles, même quand des abîmes les séparent entre eux.

Et l'on reprend la vieille chanson du passé, de l'époque tsariste et bien réactionnaire, on met de nouveau en avant l'idée du messianisme moscovite : Moscou, la ville sainte aux mille églises d'autrefois; Moscou, centre de la révolution mondiale, aujourd'hui. Cette idée-monstre, tout comme le canon-géant, la cloche-géante qui ornent cette ville de Moscou, où tout est « géant » d'ailleurs, s'empare de l'entourage du camarade-géant Staline.

Certain Ch. Nurenberg, glorifiant dans les *Izvestia* (N° 12 du 14 janvier 1934) le développement scientifique de Moscou, s'écrie avec enthousiasme :

« Le chemin passe par Moscou, et de là il mène dans le monde. Du matin au soir, de l'ouest à l'est, du nord au sud de la République, les trains partent de Moscou, emportant les architectes de l'avenir, les créateurs du bonheur. Ils emmènent avec eux l'énorme cargaison de la civilisation humaine et cette re-

marquable chaleur prolétarienne (sic!) de Moscou qui peut conquérir les glaces, les neiges, le soleil, les eaux. Tout court pour conquérir le monde... »

Dans ce débordant tableau, une chose manque : le metteur en pages a oublié de reproduire les mots : « ovations, applaudissements, etc... »

**

Mais les congrès « régionaux », c'est-à-dire des républiques soviétiques, dites « indépendantes », sont plus intéressants, car dans ces régions éloignées de Moscou, on parle plus franchement et le langage des gens de la province n'est pas si raffiné que celui des congressistes de la capitale « à la chaleur remarquable prolétarienne ». On s'en aperçoit surtout en Ukraine, pays ensoleillé où les Soviets veulent mettre leur insigne rouge jusque sur le soleil et sur les eaux transparentes.

Alors qu'à Moscou on est fort inquiet de la résistance toujours croissante de l'Ukraine contre la domination russe (cette inquiétude a été d'ailleurs soulignée dans nombre de discours), en Ukraine la thèse de la lutte contre le séparatisme ukrainien domine toutes les préoccupations des satrapes moscovites. Au cours de tous les congrès des réunions partielles ou générales du parti communiste qui ont eu lieu en Ukraine, un mot d'ordre a été lancé à l'unisson :

« L'Ukraine soviétique est une partie indivisible de la Grande U.R.S.S. ! »

« L'Ukraine a été et restera la forteresse inattaquable de la Grande U.R.S.S. »

« Le parti communiste en Ukraine est l'avant-garde du grand parti de l'Union. »

**

Quant aux raisons pour lesquelles l'Ukraine doit rester « une partie indivisible de l'U.R.S.S. », le camarade Balitzky, chef du Guépéou en Ukraine, les

a fait connaître au 12^e Congrès du parti communiste à Kharkov; les voici :

« L'Ukraine est un pays de blé, de betteraves; on y trouve des métaux, de la houille, du minerai; elle a une importance considérable dans la vie économique et politique... » (*Visti* de Kharkov, N° 18 du 21 janvier 1934.)

Après avoir reconnu qu'en 1932 « les éléments contre-révolutionnaires en Ukraine ont provoqué d'énormes ravages dans l'économie rurale, en recourant au sabotage d'après un plan bien réfléchi... », le camarade Balitzky déclare que les communistes d'Ukraine ont pu sortir de ces difficultés et donner un coup de matraque « aux groupes anti-soviétiques qui se composaient d'éléments bourgeois-pétluriens », et ceci, « grâce à l'intervention décisive du Comité Central du parti de Moscou, grâce à l'intervention personnelle du camarade Staline... »

Cet aveu mérite d'être enregistré, car M. Balitzky est la personne la plus qualifiée pour savoir l'état de choses en Ukraine et pour parler de cette façon.

D'autres dignitaires de Moscou en Ukraine répètent la même chose, mais en utilisant d'autres arguments.

M. Tehoubar se lamente sur les intrigues d'États étrangers et de certains milieux anti-bolcheviks qui « prêchent l'idée d'une Ukraine indépendante... », tandis que, selon l'une de ses affirmations, bien précaires, « les ouvriers et les paysans de l'Ukraine ont recouvert leur indépendance au moment où fut créée l'Ukraine Soviétique ». (*Visti*, N° 3 du 3-1-34.)

Belle « indépendance », en effet, qui ne peut exister que « grâce à l'intervention personnelle du camarade Staline » !

Mais M. Postychev, l'envoyé spécial de Staline en Ukraine, se montre plus prudent. Au même 12^e congrès du parti

communiste, il a déclaré ce qui suit :

« Nous devons prendre en considération que la contre-révolution nationaliste se cache maintenant plus profondément qu'elle devient plus conspiratrice, qu'elle va se camoufler davantage... »

« La lutte des classes ne diminue pas et la résistance des débris des classes mises en déroute continue à grandir. » (*Visti*, N° 20 du 24-1-1934.)

Voilà donc la vérité. Ces paroles expliquent pourquoi il faut à tout prix lancer le mot d'ordre de l'indivisibilité de l'U.R.S.S. Dont acte !

Et la lutte contre le nationalisme et contre le séparatisme ukrainien, ennemi séculaire de Moscou, continue, malgré toutes les appréciations sur les « victoires » soviétiques.

Nous nous rappellerons que le plénum du Comité Central et de la Commission de Contrôle du parti communiste en Ukraine (novembre 1934) « a qualifié le nationalisme local ukrainien comme un danger primordial en Ukraine. » (*Visti*, N° 14 du 16-1-34.)

Et comme suite à cette constatation, des mesures ne cessent d'être appliquées contre tout ce qui est Ukrainien. Ajoutons quelques nouveaux exemples aux certaines déjà connus.

M. Zatonski, le nouveau commissaire à l'instruction publique, lequel a succédé à M. Skrypnik, dont la mort tragique, a été relatée dans la presse mondiale, a déclaré, entre autres, que ledit plénum du parti communiste a congédié 248 personnes du département de l'instruction publique et de l'Académie des Sciences de l'Ukraine comme contre-révolutionnaires. Parmi les exclus de l'Académie des Sciences, on compte six vieux académiciens dont le nom bien connu était l'objet d'une grande vénération.

Signalons qu'en décembre 1933 l'Institut Scientifique, dirigé par l'académicien Bagaly, historien éminent, a été fermé. Les *Visti*, N° 22 du 27-1-34, en donnent les raisons suivantes :

« On a découvert que cet Institut de l'histoire de la civilisation n'était, comme beaucoup d'autres organisations scientifiques, que le refuge de la contre-révolution... »

Mais en quoi consistait-elle cette « contre-révolution » de l'Institut Scientifique Ukrainien? Eh bien, voici! Ce même M. Zatonski incrimine aux savants Ukrainiens, qui travaillaient sous la direction de l'académicien Bagaly, qu'ils s'occupaient de questions « de particularisme de la population ukrainienne », de la « différence de la race ukrainienne », etc. En plus, le professeur Korolivski, vice-directeur dudit Institut, aurait fait des cours sur « Le Problème de la liquidation de l'état colonial de l'Ukraine au cours de la construction socialiste ».

« Comment, — s'écrie avec indignation l'Excellence communiste, — le professeur Korolivski a osé parler aujourd'hui de l'état colonial de l'Ukraine, quand cet état colonial a pris fin au moment de la création de l'Ukraine Soviétique indépendante?... »

Si monsieur le ministre, disons plutôt le commissaire du peuple, s'étonne, nous sommes loin de nous étonner, nous, qu'on en juge.

Les *Visti*, N° 14 du 16-1-34, publient, en termes énergiques bien entendu, la déclaration d'un membre du 4^e congrès du parti communiste de la région de

zaporojié qui a osé prétendre qu'actuellement :

« on peut apprendre l'ukrainien à l'enfant seulement à la maison. En public, l'enfant doit parler russe. »

Constatation par trop courageuse pour l'orateur et par trop désastreuse pour le commissaire du peuple de la République Soviétique de l'Ukraine « indépendante »!

Ce n'est pas tout. Le même orateur continue :

« L'ukrainisation est complètement oubliée », car « après Skrypnik personne ne donne des instructions sur l'ukrainisation... »

Telle est la vérité...



Pour en finir avec ce tableau, donnons encore un dernier coup de pinceau : Une petite illustration de l'activité fructueuse du commissariat de l'instruction publique en Ukraine.

Le camarade Vassutinski, chef du service des kolkhoz et membre du collégium de ce commissariat, se propose comme tâche principale, au cours du premier trimestre de 1934, d'offrir 55.000 instruments à cordes aux paysans ukrainiens... » (*Izvestia*, N° 9 du 10-1-34.)

Cette offre est très touchante, n'est-ce pas? C'est sûrement pour que la population Ukrainienne, exténuée dans sa lutte contre Moscou, joue des hymnes au camarade Staline...

C'est vraiment un coup... de grâce.

Dmytro Boug

.....

Le Question géorgienne

à la Commission juridique et politique de l'Union internationale des Associations pour la S. D. N.

Le 12 février courant, M. Georges Gvazawa, délégué géorgien, a présenté à la « Commission juridique et politique » de l'Union internationale des Associations pour la S. D. N., réunie à Bruxelles, la résolution suivante :

RESOLUTION de l'Assemblée générale de l'Association géorgienne pour la S. D. N.

L'Association géorgienne pour la S. D. N.

Convoquée intentionnellement le 3 février 1934, rue Serpente, à Paris, ayant en vue la possibilité d'une demande d'admission de la Russie Soviétique à la S. D. N. et

Considérant que :

1° La Géorgie qui compte plus de vingt siècles d'existence indépendante a été supprimée en tant qu'Etat libre en 1801, par un coup de force de la Russie impériale en violation flagrante d'un traité dûment conclu avec elle en 1783;

2° La Géorgie proclama son indépendance le 26 mai 1918 et cet acte fut confirmé à l'unanimité par l'Assemblée Constituante élue au suffrage universel;

3° Aux termes du traité dûment conclu le 7 mai 1920, « La Russie Soviétique reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens »;

4° L'indépendance de la Géorgie a été reconnue *de jure* le 27 janvier 1921 par toutes les Puissances représentées

au Conseil Suprême, ainsi que par un grand nombre d'autres pays;

5° Un mois plus tard, la Russie soviétique envahissait la Géorgie et occupait tout le territoire en dépit de tous ses engagements internationaux;

6° Le 22 septembre 1922 et le 25 septembre 1924, l'Assemblée générale de la S. D. N. votait deux résolutions identiques, par lesquelles elle « invitait le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider par des moyens pacifiques et conformes aux règles du droit international au retour de ce pays à une situation normale »;

A l'honneur de prier l'Union Internationale des Associations pour la S. D. N. d'attirer l'attention de la Haute Assemblée Genevoise sur le cas de la Géorgie pour que, au moment où la Russie soviétique formulerait une demande d'admission à la S. D. N., celle-ci saisisse l'occasion d'aider par des moyens conformes aux règles du droit international au rétablissement de la souveraineté universellement reconnue de la Géorgie et supprimée par l'agression de la Russie Soviétique et de contribuer ainsi au triomphe des principes essentiels mis à la base de la S. D. N. »

Signé : **Georges Gvazawa**

*Vice-président de l'Association
géorgienne pour la S. D. N.*

Cette résolution a été adoptée par la « Commission juridique et politique » et portée à l'ordre du jour du futur congrès de l'Union Internationale des Associations pour la S. D. N.

NOUS AVONS REÇU LE DERNIER NUMERO

de la

REVUE DES NATIONS

S O M M A I R E :

A nos lecteurs.

Notre enquête concernant la révision des traités en Europe Centrale.

Point de vue hongrois : déclarations du comte Etienne Bethlen, MM. T. Eckardt, F. Herczeg. Résolution de la Ligue hongroise pour la révision.

Point de vue de la Petite Entente : déclaration de M. Titulesco.

Point de vue tchécoslovaque : l'opinion du Prof. Krofta.

Revendications bulgares : déclaration du prof. Guénoff, l'opinion de M. Herriot, problème de la Dobroudja.

La Lituanie se range dans le bloc antirévioniste.

Le litige Polono-Danzicois.

Paradoxes genevois, européens et mondiaux : Le Tableau et le cadre.

L'Egalité des droits. — Il y a honneur et (honneur). — Vérité et... contre vérité. — L'Egalité et l'Unani-

mité. — Réduction budgétaire symbolique. — Chinoiserie du Budget de la S. D. N. — La poutre et la paille. — L'œil et la bourse de Washington à Genève. — Deux candidats — César, Rome et le Vatican. — Syndicat des froussards. « Mutter Germania » et les petits. — Les Serbes de Lusace.

Succession de l'Empire Russe, par M. Choulguine.

Emancipation de l'Asie et le Japon.

Man-Mong, par le docteur K. Ambromaitis.

Revendications des minorités : en Allemagne : — minorité lituanienne ; en Roumanie : — minorité hongroise.

Livres reçus : Carte ethnographique et linguistique de l'Europe. La Lituanie moderne, de M. Henry de Chambon.

Rédaction : 10, rue d'Italie, Genève (Suisse).

La Gérante : **A. Laizé.**

EN VENTE:

Difficultés Socialistes

NOÉ JORDANIA.

Maison Coopérative du Livre

6bis, rue de l'Abbaye
PARIS (6°)

VIENT DE
PARAITRE

LE PROBLÈME --- DU CAUCASE

par MIR YACOUN

Docteur en droit

ETUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE
DU MOUVEMENT NATIONAL
DES PEUPLES DU CAUCASE

Prix: 20 francs

EN VENTE:

à la LIBRAIRIE G. P. MAISONNEUVE, 3, rue du Sabot à Paris
et chez l'auteur

161-bis, rue de la Convention à Paris

E5114E
1934

საქართველოს
საქართველოს

TYPOGRAPHIE
FRANCO-CAUCASIENNE
50, FAUBOURG DU TEMPLE
PARIS XI